



# Communiqué de presse

Vitry-sur-Seine, le 5 juillet 2022

## **La Fédération CNL du Val-de-Marne soutient les revendications des syndicats cheminots !**

**Les Fédérations syndicales CGT, UNSA ferroviaire, SUD-Rail et CFDT ont posé un préavis de grève ce mercredi 6 juillet pour revendiquer des augmentations générales des salaires a minima de l'inflation et ce, après 10 ans de stagnation des revenus. La Fédération CNL du Val-de-Marne soutient les revendications des cheminots et appelle tous ses adhérents à se mobiliser pour cette journée d'action.**

Il y a un mal-être évident au sein des cheminots qui, depuis des années, subissent une précarisation croissante de leurs métiers et de leurs revenus. La disparition du statut pour les nouveaux arrivants, la mise en place de cadence infernale de productivité, le non-remplacement des postes, une disparition des savoir-faire et des salaires qui ne bougent pas provoquent une grogne sociale sur l'ensemble des lignes. Le malaise n'est pas nouveau et la grève du 6 juillet n'est que le sommet de la multiplicité des grèves et des débrayages locaux sur tout le territoire national depuis des semaines. Et la dégradation des conditions de travail génère une dégradation du service rendu aux usagers !

Comme tous les salariés, les cheminots sont touchés de plein fouet par la crise sociale et économique ce qui provoque des problèmes de fins de mois. Ce sont autant de locataires qui se retrouvent en impayés de loyers, autant de consommateurs qui n'arrivent plus à satisfaire leurs besoins les plus urgents. Le pouvoir d'achat des habitants est de plus en plus faible avec des hausses des prix qui s'accroissent sur l'ensemble des postes de dépenses. L'inflation, 5,8 % en juin, coûte cher et entre se nourrir ou se loger, le choix devient un luxe. Les dépenses liées au logement représentent jusqu'à 40 % du budget des ménages alors que les salaires ont perdu 2,3 % de leur valeur.

Le Gouvernement promet des augmentations des prestations sociales, des pensions de retraites, promet le chèque alimentaire et le bouclier énergie, promet un plafonnement des augmentations de loyers à 3,5 %, promet des primes dérisoires... Tout cela est trompeur et n'est pas à la hauteur de la crise sociale que le pays traverse alors que les grands groupes énergétiques font des milliards de bénéfices, que les multipropriétaires deviennent de plus en plus nombreux et que les services publics sont méthodiquement cassés au profit de la rente privée.

La Fédération CNL du Val-de-Marne soutient les revendications des syndicats ; il faut augmenter les salaires. Elle demande également que les hausses exceptionnelles des énergies soient prises en charge par une taxe sur les surprofits des grands groupes et un blocage des loyers et des charges sur les taux actuels. La CNL revendique, enfin, le retour des services publics des transports et des énergies nécessaires au bien commun de la nation.

**Fédération C.N.L. du Val-de-Marne**

**Contact presse**

**CNL 94 01 43 91 11 11 / [cnl.94@wanadoo.fr](mailto:cnl.94@wanadoo.fr) – #cnlvaldemarne**

**Alain Gaulon, président 06 13 23 40 81**